

74e session de l'Assemblée générale des Nations unies

Sommet sur les Objectifs du développement durable – New York, 25/09/2019

Intervention de Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Nous sommes très clairement à un moment charnière pour la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

En 2015, nous nous sommes tous engagés. Quatre ans plus tard, force est de constater que le compte n'y est pas, malgré les progrès réalisés.

C'est le constat qui a été dressé par le Secrétaire général et le président de la 74ème session de l'Assemblée générale hier sur la base du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR). Je veux d'ailleurs saluer le travail des experts scientifiques de renom, qui nous appellent à transformer notre approche du développement durable.

Nous n'avons pas le choix: il faut accélérer la transformation profonde de notre modèle de développement, redoubler d'efforts pour traiter les problématiques transversales, les inégalités de destin, en favorisant particulièrement l'égalité entre les femmes et les hommes - et je salue Madame la vice-présidente Issatou Touré, très engagée pour l'autonomie des femmes. Et il faut également favoriser l'accès à l'éducation, aux services de santé, à la sécurité alimentaire, traiter aussi les inégalités environnementales, renforcer notre action en faveur du climat, lutter contre les inégalités sociales, naturellement, et puis continuer à agir inlassablement pour la paix et la prévention des crises.

Nous sommes en 2019. Onze ans nous séparent de 2030. C'est un moment unique pour renouveler ensemble nos engagements et les pays du G7, qui représentent 40% de la richesse mondiale, 10% de la population mondiale, doivent en premier lieu, s'assurer de la cohérence de leurs propres politiques publiques avec les objectifs de développement durable.

Depuis 2009, les pays du G7 souhaitent rendre compte chaque année de l'atteinte de ces engagements. Nous sommes redevables. Je voudrais évoquer par exemple les 32 millions de vies sauvées par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Je veux saluer le succès de l'initiative Muskoka sur la santé maternelle et infantile. Je veux saluer l'initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire, sans oublier le Partenariat mondial pour l'éducation, avec le travail formidable fait par Alice Albright et toute l'équipe. Autant d'institutions ou d'initiatives lancées par le G7 qui témoignent de l'importance de l'investissement collectif et multilatéral pour atteindre ces résultats décisifs.

Les pays du G7 ont une responsabilité. Ils fournissent ensemble les trois-quarts de l'aide publique au développement mondiale, soit 114 milliards de dollars américains en 2018, et il faut très clairement que nous posions des règles claires sur ces aides, que ces aides soient alignées sur des standards internationaux, par exemple pour interdire le financement de projets qui ne soient pas climato-compatibles.

La France, lors de sa présidence du G7, a fait de la lutte contre les inégalités mondiales, sa priorité. Nous avons associé largement nos partenaires africains, un certain nombre de pays et, naturellement, la société civile.

À Biarritz - Biarritz, retenons bien le nom de cette ville qui désormais fera date - nous avons obtenu des résultats concrets, parce que le président de la République a souhaité non pas que se créent de véritables coalitions d'action. Nous avons ainsi renouvelé notre partenariat pour l'Afrique ; l'Alliance Sahel a été renforcée, avec l'adhésion du Canada, du Japon ; le G7 a apporté son soutien au programme AFAWA de la Banque africaine de développement pour appuyer l'entrepreneuriat des femmes en Afrique.

La promotion de l'égalité femmes-hommes a été placée au coeur des priorités du G7, avec l'adoption du Partenariat de Biarritz sur les lois favorables aux femmes, le lancement du Fonds Mukwege pour les victimes de violences sexuelles dans les conflits et l'adoption de l'initiative "Priorité à l'égalité".

Ce sont également, Monsieur le Président, des réponses concrètes aux défis environnementaux, à travers l'Alliance pour l'Amazonie contre la déforestation, alliance lancée au G7, qui s'est réunie il y a deux jours ici à New York, la Charte de Metz pour la protection de la biodiversité et la reconstitution du Fonds vert pour le climat, qui va se faire les 24 et 25 octobre prochain à Paris.

Sans oublier, également, l'échéance importante de la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida les 9 et 10 octobre prochain à Lyon.

Monsieur le Président, vous le voyez, il y a, je crois, un engagement renouvelé, qui est indispensable et sur lequel nous faisons tout pour engager le maximum de partenaires. La France se doit également d'être exemplaire. Nous nous sommes dotés d'une feuille de route nationale sur la mise en oeuvre des ODD il y a quelques jours. Tout cela se traduira dans un projet de loi relative à la politique de développement. Nous sommes tous des pays en voie de développement durable. Et très clairement, le compte à rebours est enclenché. Et donc soit nous échouons ensemble, soit nous réussissons ensemble, et naturellement il n'est pas question d'échouer. Alors tous ensemble, allons à l'atteinte de ces résultats en 2030.

Je vous remercie.